Nos amitiés révolutionnaires plutôt que la volonté générale

■ Ce texte non signé, publié dans le numéro 23 (hiver 2019) de *Harz-Labour*, publication rennaise, a été, y apprend-on, « écrit par un de nos amis, gilet jaune dans le nord de la Bretagne intéressé par les questions philosophiques autour de la démocratie et de l'amitié ». Par les thématiques qu'elle aborde et développe, celles de la « volonté générale » et de la « puissance de l'amitié politique » notamment, cette contribution au débat nous semble mériter d'être diffusée.– *À contretemps.*

Le soulèvement en cours fait parfois entendre un mot d'ordre implacable : « le pouvoir au peuple ». Et non à ses pseudo-représentants faut-il évidemment entendre. Si c'est la direction que nous devons assurément prendre, il y a une difficulté devant laquelle nous ne devons pas reculer : nous savons ce qu'est le pouvoir qui s'exerce sur nous, à savoir une domination et une exploitation d'une brutalité et d'une violence insupportables, mais un pouvoir que nous pourrions exercer nous-mêmes, sans exploitation et sans domination, nous reste à peu de choses près inconnu. Or, le mouvement des Gilets jaunes, comme tous les soulèvements qui tendent à prendre une dimension révolutionnaire, oscille dans ses discours, ses pratiques et ses modes d'organisation entre la reprise d'une conception classique du pouvoir, forgée par la domination d'une classe sur une autre et passée dans nos évidences politiques, et le saut dans l'inconnu par lequel seul nous pouvons inventer et expérimenter notre liberté collective. Ou disons plutôt par lequel nous inventons et expérimentons de fait notre liberté collective dans de jolis moments historiques comme celui-ci. Autrement dit, nous oscillons entre deux conceptions radicalement opposées du pouvoir. Et fondamentalement, c'est sur le type de rapport à soi et aux autres qui doit prévaloir dans une collectivité politique que s'opposent ces deux conceptions.

La domination de la volonté générale

Notre condition de gouvernés nous incline à identifier pouvoir et domination. Cela revient à accepter l'hypothèse qu'un groupe d'hommes et de femmes n'a le pouvoir de constituer une collectivité politique, c'est-à-dire de se lier par l'élaboration et la prise en charge d'un monde commun, que quand ses membres se placent sous l'autorité d'une volonté unique – j'entends par « monde commun » à la fois toutes les ressources et les objets de toute sorte qu'une collectivité utilise en commun, mais également et plus essentiellement les discussions, les représentations collectives, les références culturelles, les conflits, etc., par lesquels chacun d'entre nous est assuré de se rapporter à la même réalité que les autres, de parler à peu près de la même chose. Autrement, craint-on, la collectivité imploserait à cause de la diversité des aspirations des individus ou des groupes sociaux qui la composent. Dans cette perspective, le pouvoir est la relation entre d'un côté ceux qui décident, et de l'autre ceux qui se soumettent et exécutent. Ce doit être une relation de commandement et d'obéissance. Au

cours de l'histoire, cette relation a été pratiquée et théorisée de plusieurs façons : on peut penser aux monarchies ou aux dictatures bien sûr, mais il faut également savoir la reconnaître dans certaines conceptions de la démocratie et identifier les limites étroites dans lesquelles elle enferme l'action collective, ce qui m'amène à m'intéresser aux propositions d'Étienne Chouard.

Je ne me prononcerai pas sur la pertinence du RIC ; s'il s'avère que c'est un moyen d'obtenir satisfaction sur un certain nombre de revendications, tant mieux. À mon sens, le problème réside davantage dans la tentation de transformer le mouvement en un RIC permanent et de s'organiser sur le mode des ateliers constituants : ces types de réunions inventés par Étienne Chouard qui consistent à rédiger la constitution idéale, celle qui, d'après ce dernier, permettrait aux représentés de fixer les règles de la représentation – au lieu que ce ne soit les représentants qui le fassent au service des intérêts des plus puissants. Certes, il faut créditer Étienne Chouard de défendre un type de démocratie infiniment plus horizontal que celui par lequel nous sommes gouvernés. Seulement, reste que ses propositions pour le mouvement se fondent sur l'idée non pas qu'il ne doit plus y avoir de commandement, mais que c'est la volonté générale qui doit commander. Or le concept de volonté générale relève d'un bricolage théorique et pratique totalement étranger aux formes d'organisation de la collectivité plurielle qui est celle des Gilets jaunes. Il implique que des gens aux sensibilités politiques et aux intérêts divers et irréductibles, voire opposés, les uns aux autres se réunissent, discutent et, qu'après avoir acté soit la position d'une majorité d'entre eux, soit le consensus qui s'est dégagé de leurs échanges, décident d'agir comme un seul homme. Cela pose au moins trois problèmes. Le premier, c'est qu'avec ce principe d'organisation, nous sommes tour à tour souverains et sujets, chefs et exécutants, mais jamais acteurs : nous sommes tenus de n'agir que sous l'impulsion d'une volonté qui pour être celle de tous ne doit être celle de personne. Alors, les actions et les discours de chacun n'auraient pas vocation à révéler et confronter des sensibilités politiques singulières, mais à servir une volonté hybride dans laquelle personne ne se reconnaît réellement – évidemment, je me laisserais convaincre si cela pouvait me permettre de voir des militants de Génération Identitaire accueillir des migrants avec un chocolat chaud au col de l'Échelle parce qu'une assemblée l'aurait décidé, mais j'ai des doutes sur ce genre de possibilités ! Deuxièmement et par conséquent, nous ne sommes jamais en relation avec d'autres acteurs : puisque personne n'agit en fonction de sa sensibilité propre, personne ne donne la suite qu'il entend à l'initiative de ses compagnons – ou de ses ennemis. Au fond, c'est une auto-domination qui repose sur un rapport servile de l'individu à la volonté générale, et non une auto-organisation qui repose sur les liens qui se font et se défont en fonction des actions et des discours par lesquels les différents acteurs révèlent *qui* ils sont politiquement. Troisièmement, cette façon de s'organiser est complètement dominée par l'angoisse de l'uniformité et du contrôle ; on y passe son temps à s'assurer que tout le monde agit bien de la même manière parce que c'est sur ce fondement irrespirable que reposent l'unité et la force d'une telle collectivité ; autrement, la volonté générale cesse d'être opérante et de jouer son rôle de liant.

La puissance de l'amitié politique

Les pratiques et les discours qui émergent lors des soulèvements contre les différentes formes de domination font exister une autre conception du pouvoir :

exercer son pouvoir, ce n'est pas dominer à son tour, mais faire irruption dans les affaires publiques alors qu'on était censé se laisser gouverner. C'est défaire plus ou moins durablement une certaine distribution des rôles qui confère de l'importance et de l'autorité aux gestes et aux mots de certains et qui invisibilise, voire empêche, ceux des autres : par exemple, tandis que les démonstrations tordues des intellectuels de plateau TV ou du personnel politique sont à chaque fois mises en scène comme des éclairages savants et utiles à la bonne gestion du pays, les prises de parole pourtant très claires des Gilets jaunes, elles, ne seraient que les symptômes d'une souffrance privée ; ce sont des paroles qui ne sauraient être tenues pour l'expression d'une analyse et d'une prise de position sur la vie et l'organisation de la communauté. D'une certaine façon, la mise en cause de cette distribution inégalitaire de la parole et de l'attention est un retour au verbe « pouvoir » dans son sens le plus élémentaire, soit le contraire de l'impuissance. Disons-le simplement : avoir le pouvoir, c'est en ce sens avoir la possibilité d'intervenir sur le cours des choses au lieu de s'y résigner. Au lieu de se laisser gouverner et réduire à l'inaction.

Aussi, c'est une évidence, le pouvoir est toujours une affaire collective. Mais un collectif puissant, qui a du pouvoir, ne saurait être compris comme une accumulation de forces individuelles au service d'un but unique : ce schéma peut permettre de comprendre comment fonctionne une entreprise, une armée, une compagnie de CRS ou encore une population qui adhérerait strictement à l'ordre dans lequel l'État essaye de la contenir – ce qui, heureusement pour nous, n'est qu'un vain fantasme de gouvernant. Ce qui occupe ces types de collectivité ne fait pas appel aux opinions de leurs membres. En leur sein, la pluralité et le conflit sont exclus. En définitive, ce qu'ils recherchent n'est pas le pouvoir, qui consiste à maintenir ouvert le champ du possible, mais la force, la quantité d'énergie nécessaire à la production de l'effet escompté. Mais il en va nécessairement autrement pour une collectivité politique dans laquelle tout le monde a une part égale à la décision et à l'action. Ce qui rassemble ses membres est également ce qui les sépare ou du moins ce qui les distingue : il y a au cœur de leurs discussions et de leurs actions un ensemble de questions, d'événements, de décisions, etc. qui les lient dans un destin commun, mais qu'ils perçoivent à la lumière de leurs sensibilités respectives (qu'elles soient individuelles ou collectives). Dans ce type de collectivité, ou plutôt pour que ce type de collectivité éclose, il faut que les initiatives de chacun soient libres et qu'elles soient librement interprétées et poursuivies par d'autres. Cette façon particulière de se lier aux autres – et le type de lien qu'elle génère – peut être appelée l'amitié politique. Celle-ci est la disposition à percevoir dans les initiatives des autres l'ouverture potentielle d'un moment et d'un espace d'organisation collective : par exemple, il a fallu que les premiers mots ou les premières vidéos des premiers Gilets jaunes soient prises au sérieux pour que ces interventions qui auraient pu tomber dans l'oubli aboutissent à la fleuraison de dizaines de milliers de Gilets jaunes, à la constitution d'assemblées, aux blocages de ronds-points, aux manifestations, etc. Et il a surtout fallu que nous nous prenions mutuellement au sérieux sans nous effrayer des différences importantes entre nos diverses manières d'agir. Ce qui me relie politiquement aux autres, ce qui me donne le sentiment de pouvoir agir avec eux sur notre monde commun, ce n'est donc pas l'obéissance commune à la volonté générale et l'assurance qu'ils n'en dévieront pas. C'est au contraire l'ouverture à leurs façons respectives d'agir qui me permettent à la fois d'entrevoir de nouvelles possibilités et de distinguer entre ceux vers qui mes affinités me portent à

agir et les autres. Or, il y a dans le mouvement des Gilets jaunes, bien plus que dans les mouvements de ces dernières années, quelque chose qui force l'amitié politique. Chacun d'entre nous a pu voir différemment ses voisins, les parents d'élèves de l'école de ses enfants, le facteur, ses amis, etc. Tous ces gens qui ne suscitent d'habitude que des réactions automatiques se sont détachés d'une routine au sein de laquelle ils étaient, à nos yeux, autant d'identités ou de fonctions bien assurées pour devenir des compagnons qui nous inspirent et nous accompagnent dans la pensée et l'action. Mais aussi, pour certains d'entre nous, une série de réflexes pratiques et intellectuels a dû céder la place à une attention neuve pour ce que nos nouveaux compagnons avaient à nous dire. Bien entendu, tout cela n'indique pas comment s'organiser ni vers où aller exactement. Ce n'est pas non plus une explication exhaustive de ce qui fait la puissance et la logique de ce mouvement ; loin s'en faut. Plus modestement, c'est une hypothèse sur ce que nos façons de nous organiser doivent absolument préserver : des amitiés entre des acteurs hétérogènes. Que les Gilets jaunes s'auto-désignent comme le peuple est absolument légitime : le peuple n'existe que dans les procédures collectives par lesquelles il se saisit de son existence politique. Il n'y a de peuple qu'en paroles et en actes. En revanche, le souci d'être un peuple uni ne doit jamais être confondu avec le refus d'être un peuple pluriel. La volonté générale n'existe pas ; il n'y a que des liens d'amitié ou d'inimitié entre des volontés particulières.

Harz-Labour

n° 23, pp. 5-6, hiver 2019.

– *À contretemps* / Odradek /mars 2019 –

[http://acontretemps.org/spip.php?article710]